

BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 22 mai 2023

Chine continentale

Conjoncture ([ici](#))

Finances publiques : de janvier à avril, la Chine enregistre un déficit de 1 657 Mds RMB

Banque et finance ([ici](#))

Marché boursier : la plupart des indices enregistrent une baisse

Echanges et politique commerciale ([ici](#))

Relations Chine-États-Unis : rencontre entre le ministre du commerce Wang Wentao et son homologue américaine

Relations Chine-Australie : la Chine reprend les importations de bois australien

Climat des affaires ([ici](#))

Climat des affaires : la chambre de commerce britannique publie son Position Paper annuel

Propriété intellectuelle : la Commission européenne publie l'édition 2023 de son rapport sur la protection de la PI dans les pays tiers

Industrie et numérique ([ici](#))

Economie numérique : un rapport de la CAC pointe le développement rapide de l'économie numérique en Chine

Matières premières : la République Démocratique du Congo (RDC) souhaiterait renégocier ses contrats miniers avec ses investisseurs chinois

Economie numérique : la division « cloud » d'Alibaba licencie 7% de sa masse salariale

Cybersécurité : les puces-mémoires NAND fabriquées par Micron jugées non conformes aux critères de cybersécurité de la CAC

Semi-conducteurs : le Japon met en place un dispositif de restriction de l'exportation en Chine d'équipements de fabrication de semi-conducteurs

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Energie : renforcement de la coopération énergétique lors du Sommet Chine-Asie Centrale

Environnement : nouvelles mesures sur l'interdiction de plastique à usage unique

Environnement : publication de six protocoles techniques sur le carbone bleu

Véhicules électriques : les véhicules électriques émettent 40 % de moins de CO₂ que les véhicules thermiques en Chine ; le gouvernement souhaite étendre les ventes aux zones rurales

Transports : les nouveaux véhicules devront être moins polluants à partir de juillet 2023

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : plan d'action 2023 pour le développement de l'économie numérique de la ville

Shanghai : plan d'action triennal pour l'industrie manufacturière avancée haut de gamme

Zhejiang : politique de promotion pour le développement de la biologie de synthèse à Hangzhou

Anhui : ouverture de la première conférence nationale sur le "dataspace" à Hefei

Shaanxi : entre transition et sécurité énergétique : Xi Jinping veut décarboner la province du Shaanxi, qui doit pourtant produire plus de charbon

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Inflation : augmentation de 2,1 % en avril 2023 (g.a)

Finance : baisse des cours des actions cotées à Hong Kong en raison de la faiblesse de la reprise chinoise

Macao

Tourisme : hausse du nombre de visiteurs de 274,7 % en avril (g.a.)

Taiwan [\(ici\)](#)

Balance des paiements : au T1 2023, l'excédent du compte courant atteint son niveau le plus bas depuis le T2 2020

Relations avec les Etats-Unis : conclusion d'un accord dans le cadre de l'initiative 21st Century Trade

Investissements directs à l'étranger : les entreprises taïwanaises renforcent leur internationalisation tout en réduisant leurs investissements en Chine

Fusion-acquisition : tendance à la hausse des fusions-acquisitions

Electronique : les entreprises taiwanaises investissent au Mexique

Chine continentale

Conjoncture

Finances publiques : de janvier à avril, la Chine enregistre un déficit de 1 657 Mds RMB

Nota bene : les [données](#) publiées par le Ministère des finances (MoF) pour les finances publiques détaillent les « recettes publiques » et les « dépenses publiques » du budget général national (dit « premier compte public »), qui regroupe les recettes et dépenses générales du gouvernement central et des collectivités locales. Le solde de ce compte, après transferts et ajustements, donne le déficit budgétaire public officiel. Les deuxième, troisième et quatrième comptes publics couvrent les dépenses et recettes de divers fonds des administrations publiques (APU) et de Caisses de Sécurité Sociale. Seul le deuxième compte public (qui recense les opérations des fonds gouvernementaux) est également mentionné ici.

De janvier à avril, la Chine enregistre un déficit public au niveau de ses deux premiers comptes publics de 1 657 Mds RMB (218 Mds EUR), contre un déficit de 2 056 Mds RMB à la même période de 2022 (dont le mois d'avril avait été marqué par le confinement de Shanghai).

Dans le détail du premier compte public, les [recettes publiques](#) s'établissent sur la période à 8 317 Mds RMB, en hausse de 11,9 % en g.a. Les recettes du gouvernement central (45 % du total) sont en hausse de 8,6 % en g.a., et celles des gouvernements locaux progressent de 14,8 %. Les recettes fiscales enregistrent une hausse de 12,9 % en g.a., tandis que les recettes non-fiscales progressent de 6,8 % (le MoF ne détaille pas la composition des recettes non-fiscales). En particulier, parmi les recettes fiscales, les recettes de TVA augmentent de 58 % en g.a. L'année dernière, au moment du confinement de Shanghai, une politique massive de report du versement de la TVA par les entreprises avait été mise en œuvre pour les soutenir. Les taxes sur la consommation (qui portent sur des produits tels que le tabac, l'alcool, les carburants, etc.) sont en baisse de 17,9 % en g.a. Les droits de douane sont en baisse de 16,9 %. Les recettes de l'impôt sur les sociétés augmentent de 3,7 %.

Les [dépenses publiques](#) s'établissent à 8 642 Mds RMB, en hausse de 6,8 % en g.a. Sur les premiers quatre mois, les hausses les plus importantes concernent notamment les dépenses de sécurité sociale et d'emploi (+10,3 % en g.a.), de science et technologie (+9 % en g.a.), de remboursement de la dette (+9 % en g.a.), et de santé (+8,7 %).

Sur ce premier compte, avant transferts et ajustements (non précisés par le MoF), la Chine enregistre donc un déficit de 325 Mds RMB (42,7 Mds EUR).

Du côté du [deuxième compte public](#), la Chine enregistre une baisse de 16,9 % en g.a. des revenus des fonds gouvernementaux de janvier à avril, à 1 460 Mds RMB, tirée par la contraction des recettes des fonds gouvernementaux locaux (qui représentent l'essentiel du deuxième compte public). Ces derniers sont toujours fortement affectés par les difficultés du secteur immobilier : les recettes liées à la cession des droits d'usage des terrains (qui représentent 88 % des recettes des fonds locaux, et 81 % des recettes des fonds au niveau national) sont toujours en forte baisse de 21,7 % en g.a. (contre -27 % au T1). Les dépenses des fonds sont en baisse de 11,3 % en g.a., à 2 793 Mds RMB, tirées aussi par la contraction des dépenses liées à la cession des droits d'usage des terrains pour les gouvernements locaux, qui enregistrent une baisse de 17,1 % en g.a. Le solde du deuxième compte public est donc en déficit de 1 333 Mds RMB (175 Mds EUR).

Banque et finance

Marché boursier : la plupart des indices enregistrent une baisse

Cette semaine, les marchés boursiers enregistrent en majorité une baisse par rapport à la semaine précédente ainsi que par rapport au début du mois, excepté pour la bourse de Pékin, qui continue à enregistrer une hausse modérée.

S'agissant du *stock connect*, les marchés actions chinois ont enregistré cette semaine des sorties nettes de capitaux d'un montant de 17,89 Mds RMB, après des sorties nettes de 1,69 Mds RMB la semaine dernière.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50	BSE 50
Entre le 22 et le 26 mai	-2,4%	-2,2%	-1,6%	-2,2%	-0,1%	0,6%
Depuis le 1er mai	-4,4%	-3,3%	-3,8%	-4,1%	-4,5%	4,6%
Depuis le 1er janvier	-0,5%	4,0%	-1,0%	-5,0%	8,2%	1,4%

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-États-Unis : rencontre entre le ministre du commerce Wang Wentao et son homologue américaine

Le 25 mai, le ministre chinois du commerce Wang Wentao s'est rendu à Washington D.C. pour s'entretenir avec son homologue américaine, la secrétaire au commerce Gina Raimondo.

Selon le [communiqué](#) du ministère chinois du commerce (MOFCOM), lors de l'entretien, Wang a exprimé les principales préoccupations chinoises concernant la politique économique et commerciales des États-Unis à l'égard de la Chine, dont la politique en matière de semi-conducteurs, le contrôle des exportations et le contrôle des investissements étrangers.

Le [communiqué](#) du département du commerce des États-Unis a notamment souligné, de son côté, les inquiétudes exprimées par Raimondo concernant [la récente série de perquisitions](#) menées en Chine à l'encontre des certaines entreprises américaines conduisant des affaires dans le pays.

Les deux parties ont reconnu l'importance de maintenir les canaux de communication ouverts afin de mieux gérer la relation bilatérale.

[Selon la conférence de presse hebdomadaire du MOFCOM](#), après cette rencontre, le ministre Wang Wentao assistera à la réunion des ministres du commerce de l'organisation pour la coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC), qui se tient à Detroit du 25 au 27 mai, et s'entretiendra à cette occasion avec la représentante américaine au Commerce Katherine Tai.

Relations Chine-Australie : la Chine reprend les importations de bois australien

L'Ambassadeur chinois à Canberra a récemment indiqué que la Chine levait le blocage des importations de bois en provenance de l'Australie, à compter du 18 mai 2023, selon [ABC News](#).

Le rétablissement des importations de bois est intervenu un mois après que l'Australie a [accepté](#) de suspendre son recours auprès de l'OMC au sujet des droits de douane imposés par la Chine sur l'orge australien.

Pour rappel, Pékin a commencé à suspendre les importations de bois australien en novembre 2020, en invoquant des préoccupations liées aux parasites ([voir les brèves du SER de Pékin du 9 novembre 2020](#)). Cette décision intervenait peu de temps après la demande par Canberra d'une enquête indépendante sur les origines de la pandémie de Covid-19.

En 2019, les exportations de bois australien vers la Chine avaient atteint environ 400 MUSD (au taux de change actuel), selon le [Nikkei](#), citant les chiffres du ministère australien du commerce.

Pour rappel, la Chine souhaite obtenir le soutien de l'Australie pour sa candidature à l'accord de partenariat transpacifique (CPTPP). A ce stade, les autorités australiennes demandent en préalable que la Chine lève les barrières commerciales existantes..

Climat des affaires

Climat des affaires : la chambre de commerce britannique publie son *Position Paper* annuel

La chambre du commerce britannique en Chine [a publié](#) cette semaine son cinquième *Position Paper* annuel, pour l'année 2023.

Le document s'appuie sur un sondage publié en avril, dans lequel 76 % des entreprises interrogées se sont déclarées plus optimistes pour l'année à venir, suite à l'abandon par la Chine de la politique de zéro-Covid. Ce pourcentage est nettement supérieur au chiffre enregistré en octobre 2022, quand [seulement 28 % des sociétés interrogées](#) se disaient confiantes quant à leurs activités pour l'année 2023.

Toutefois, la chambre remarque que les perspectives positives sont assombries par des défis persistants, notamment « la montée des tensions géopolitiques, le ralentissement de l'économie mondiale, les discours multipliés sur l'autosuffisance, la volatilité des perceptions des investisseurs, et un climat des affaires de plus en plus imprévisible ».

En effet, citant le sondage d'avril, le rapport souligne que 70 % des entreprises interrogées ont adopté une approche attentiste (« *wait-and-see* ») dans l'attente d'annonces de mesures de soutien spécifiques aux investisseurs étrangers.

Globalement, la chambre énumère les recommandations suivantes à l'égard du gouvernement chinois :

1. Publier des mesures concrètes pour favoriser l'investissement étranger ; notamment la mise en œuvre effective de la suppression de la limite à l'actionnariat étranger pour les constructeurs automobiles, ainsi qu'une plus grande ouverture du marché obligataire.
2. Assurer un accès au marché et une concurrence équitables pour les sociétés étrangères vis-à-vis des entreprises publiques et privées chinoises ; notamment dans les secteurs de la santé, de l'énergie et de l'environnement.
3. Simplifier et clarifier les règles de conformité pour les entreprises ; en particulier concernant la cybersécurité et les données numériques. Les autres règles de conformité à améliorer concernent les procédures de dédouanement, ainsi que la réglementation du secteur de l'éducation et le secteur bancaire.
4. Faciliter une consultation inclusive sur les règles et adopter des calendriers de mise en œuvre plus précis ; notamment s'agissant du processus de standardisation en Chine (y compris les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)).
5. Maintenir les canaux de communication ouverts afin de renforcer la confiance, la certitude et la stabilité.

Propriété intellectuelle : la Commission européenne publie l'édition 2023 de son rapport sur la protection de la PI dans les pays tiers

Ce rapport, publié tous les deux ans, a pour principal objectif l'identification des pays tiers dans lesquels le niveau de protection et de mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle demeure préoccupant pour l'Union européenne. Ce rapport, toujours très attendu, est une source d'information utile pour les entreprises et notamment pour les PME quant aux risques propriété intellectuelle auxquels elles peuvent être exposées sur certains marchés. Pour cela, le rapport établit une liste de pays dits prioritaires, et cette année encore, la Chine figure en priorité numéro un.

Le rapport dresse dans un premier temps le bilan des progrès accomplis par la Chine depuis la dernière édition de 2021. Cela permet de constater le chemin parcouru en deux ans et donne quelques raisons de se réjouir : révision de la loi sur les brevets, de la loi sur le droit d'auteur, ou encore de la loi pénale sont autant d'amendements législatifs ayant contribué à renforcer l'environnement de propriété intellectuelle chinois.

Cependant, nombreux sont les aspects qui restent à améliorer. En matière de lutte contre la contrefaçon notamment, la Commission continue à manifester ses inquiétudes, alors qu'il apparaît clairement et dans de nombreuses études que la Chine demeure la première économie d'origine des contrefaçons saisies en Union européenne (70 %) et que cette part est portée à 76 % des marchandises contrefaisantes provenant du e-commerce. La Commission constate par ailleurs que le niveau des sanctions prévues en Chine pour lutter contre la contrefaçon reste insuffisant pour permettre une protection efficace des droits de PI. Par ailleurs, de grandes différences demeurent entre différentes villes et provinces chinoises et l'application du droit n'est pas homogène sur l'ensemble du territoire national. Si l'action des autorités administratives ou judiciaires est globalement satisfaisante dans des villes comme Pékin, Shenzhen ou Shanghai, le manque d'expertise ou de sensibilisation des autorités reste un frein dans des provinces moins développées.

Pour lire le rapport complet : [Commission releases its Report on Intellectual Property Rights in Third Countries \(europa.eu\)](https://ec.europa.eu/euipo/press_corner/news/2023/03/230323_ipr_report_en)

Industrie et numérique

Economie numérique : un rapport de la CAC pointe le développement rapide de l'économie numérique en Chine

Dans son rapport annuel pour l'année 2022 [publié](#) le 23 mai 2023, l'Administration Chinoise du Cyberspace (CAC) présente cette année un bilan particulièrement positif du développement de l'économie numérique à l'échelle nationale. Le volume de l'économie numérique en Chine est estimé à 50 200 Mds CNY (6 620 Mds EUR, +10,3%), ce qui placerait la Chine en deuxième place du classement mondial derrière les Etats-Unis. La contribution de l'économie numérique au PIB est estimée à 41,5%. Sans que la méthodologie de calcul soit clairement explicitée, les principaux domaines concernés sont la production d'équipements électroniques (15 400 Mds CNY), l'industrie des logiciels (10 800 Mds CNY), les usages d'internet industriels (1 200 Mds CNY), mais aussi l'agriculture connectée ainsi que les ventes en e-commerce (13 700 Mds CNY).

Ces progrès s'appuient sur un développement rapide des infrastructures puisque le pays comptait 2,3 millions de stations de base 5G fin 2022. Le développement des réseaux optiques gigabits, des centres de données (6,5 M de racks, +30% en glissement annuel) ou encore des autoroutes « intelligentes » et connectées (5 000 km de long) sont présentés comme des sources de fierté nationale.

Au niveau des usages, la Chine compte aujourd'hui 1,067 Md d'internautes, soit une pénétration internet de 75,6%, en grande majorité via des connexions mobiles. Le rapport se félicite ainsi que la Chine compte 1,8 Md d'utilisateurs mobiles pour l'internet des objets, devenant ainsi le premier pays à compter plus de terminaux connectés que d'habitants. De même, le pays compte 560 M d'utilisateurs 5G, ce qui constituerait près de 60% des personnes utilisant cette technologie dans le monde. En 2022, ces usages ont impliqué une production totale équivalent à 8,1 zétaoctets (+10,5%).

Concernant l'innovation, la Chine a concentré en 2022 37% des demandes des brevets internationaux PCT relatifs aux technologies de l'information (32 000), le pays se considérant notamment comme leader mondial dans le domaine de la 5G et précurseur de la 6G. Également considérés comme des priorités, d'autres aspects sont plus en retard. C'est notamment le cas des systèmes de e-gouvernement : malgré des progrès notables ces dernières années, la Chine n'est classée que 43^{ème} pays le plus avancé dans le domaine.

Matières premières : la République Démocratique du Congo (RDC) souhaiterait renégocier ses contrats miniers avec ses investisseurs chinois

Selon des [informations](#) de Reuters, la République démocratique du Congo (RDC) souhaiterait renégocier les conditions de la coentreprise Sicominex exploitant des ressources minières (cobalt, cuivre) dans le pays. L'objectif annoncé serait de relever la participation de la partie congolaise (Gécamines) de 32% à 60%, ainsi que 10% qui seraient détenus directement par l'Etat congolais.

Initialement signé en 2008, l'accord conduisant à la création de Sicominex prévoyait des contreparties en termes d'investissements (6 Mds USD) par les partenaires chinois dans des projets d'infrastructures, notamment de

transport et de santé. Dénommé Power Construction Corporation of China, ce consortium chinois regroupe les entreprises d'Etat Sinohydro et China Railway.

Plusieurs raisons seraient invoquées par partie congolaise pour justifier cette renégociation. Selon les documents obtenus par Reuters, les ressources minières extraites seraient exportées à des tarifs préférentiels (« moitié prix ») au bénéfice de clients chinois, ce qui représenterait un manque-à-gagner pour l'actionnaire congolais (Gécamines), alors que le cours des matières a fortement augmenté ces dernières années. [En outre](#), la livraison et la gestion des infrastructures promises seraient jugées insuffisantes par la partie congolaise. Enfin, les conditions de gouvernance au sein de la coentreprise seraient jugées déséquilibrées.

Cette semaine, le président congolais Félix Tshisekedi se rend en Chine dans le cadre d'une visite d'Etat.

Economie numérique : la division « cloud » d'Alibaba licencie 7% de sa masse salariale

La division « cloud » du groupe Alibaba a annoncé le 23 mai vouloir procéder à une restructuration de sa masse salariale : 7% de son personnel serait concerné par la mesure. [Selon le média chinois Jiemian](#), cette mesure ne doit pas être interprétée comme un révélateur de mauvaise santé financière, mais bien comme une procédure habituelle « d'optimisation » mise en place annuellement. Cette mesure intervient dans un contexte particulier pour la division « cloud » d'Alibaba, qui souhaite réaliser une introduction en bourse. Au terme de ce processus amorcé en mars dernier, la nouvelle entité Ali Cloud sera indépendante et disposera de son propre PDG et de son propre conseil d'administration ([voir les brèves du SER de Pékin du 27 mars 2023](#)). Cette nouvelle division serait également chargée de développer de nombreux programmes numériques, comme les applications de *smart city* (City Brain).

Cette scission aurait pour but maintenir la part de marché d'Alibaba sur le marché chinois du cloud. Alibaba demeure actuellement le plus important fournisseur de services cloud en Chine, en particulier sur les segments B2C mais sa position dominante est de plus en plus contestée par des offres proposées par Zhongke Sugon, Inspur, Unisplendour, CESTC, China Mobile ou encore China Telecom. Ces offres sont souvent favorisées par des entreprises et des administrations publiques répondant à des consignes et/ou critères de sécurité plus ou moins explicites des autorités. Dans ce contexte, les entreprises privées telles qu'Alibaba doivent s'assurer de leur capacité à s'adapter aux évolutions du cadre réglementaire chinois en matière de sécurité des données et des réseaux.

Enfin, cette mesure permet à la division « cloud » d'Alibaba de réduire ses coûts d'opération alors que l'entité a été contrainte de réduire le prix de ses services le mois dernier pour faire face à cette concurrence accrue. En effet, ces suppressions d'emplois interviennent peu après la publication du rapport financier du premier trimestre d'Alibaba Cloud, qui a révélé une baisse de 2 % du chiffre d'affaires en g.a.

Cybersécurité : les puces-mémoires NAND fabriquées par Micron jugées non conformes aux critères de cybersécurité de la CAC

Dimanche 21 mai, l'Administration chinoise du Cyberspace (CAC) [a annoncé](#) que les puces-mémoires de l'entreprise Micron n'étaient pas conformes aux critères de cybersécurité applicables pour les opérateurs d'infrastructures critiques en Chine (administrations, entreprises d'Etat, énergie, infrastructure etc). En conséquence, ces opérateurs devront cesser d'utiliser des composants fournis par Micron pour équiper leurs réseaux. Cette annonce est la conclusion d'une enquête initiée par la CAC en mars dernier ([voir brèves du SER de Pékin de la semaine du 10 avril 2023](#)).

Les autorités chinoises n'ont pas donné de détails concernant les risques identifiés, se contentant d'évoquer des « problèmes de sécurité de réseau relativement graves, pouvant poser un risque de sécurité majeur ». L'annonce de la CAC précise que les autorités chinoises s'efforcent d'adopter une politique « ouverte » vis-à-vis des acteurs étrangers, dans le respect de leurs obligations vis-à-vis de la loi chinoise. Il s'agit ici de la première dénonciation publique visant explicitement une entreprise étrangère.

De nombreux analystes [notent](#) que cette décision pourrait être motivée par les positions considérées comme « antichinoises » de Micron, qui aurait incité le Département du Commerce américain à placer son principal concurrent local Yangtze Memory (YMTC) sur l'*entity list* en décembre dernier pour ses liens présumés avec l'industrie de défense chinoise.

Cette annonce devrait donc renforcer la position du leader chinois YMTC sur le marché chinois. Sur le marché chinois des mémoires NAND, la position des autres entreprises étrangères, principalement coréennes et japonaises (Samsung, SK Hynix et Kioxia), semble quant à elle incertaine. Si certains analystes [estiment](#) qu'elles pourraient bénéficier de la déchéance de Micron, ces dernières pourraient également faire face à des restrictions de leur accès au marché chinois, dues à des mesures de préférence nationale. Dans le même temps, la viabilité de leurs implantations industrielles en Chine est remise en cause par les restrictions d'exportations américaines et la conditionnalité du Chips Act visant à limiter les nouveaux investissements sur le marché chinois.

Semi-conducteurs : le Japon met en place un dispositif de restriction de l'exportation en Chine d'équipements de fabrication de semi-conducteurs

Le gouvernement japonais a officiellement annoncé mardi l'ajout de 23 articles à sa liste d'exportations réglementées. Les produits nouvellement ajoutés comprennent des équipements lithographiques de gravure EUV nécessaires à la production de semi-conducteurs. Cette mesure fait suite à des restrictions similaires imposées par les États-Unis et devrait entrer en vigueur le 23 juillet, après une période de sensibilisation de deux mois.

En vertu de la loi japonaise sur les échanges internationaux, le Ministère de l'Industrie et du Commerce International (MITI) doit donner son autorisation préalable à l'exportation de composants à double usage à destination de plusieurs pays, dont la Chine. Si cette mesure fait suite à des restrictions similaires imposées par les États-Unis, les dispositifs de contrôle export mis en place par Tokyo auraient une portée bien plus étendue que les restrictions américaines.

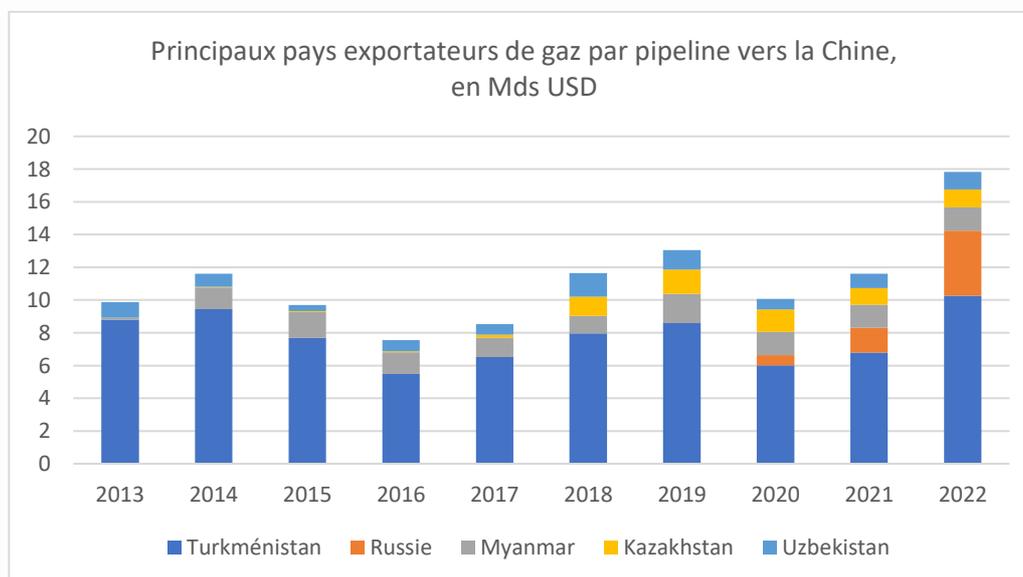
En octobre dernier, Washington avait imposé des limites à l'exportation d'équipements de lithographie capables de produire des puces avancées car miniaturisées à des niveaux de miniaturisation inférieurs 16 nm. Or, les règles japonaises concernant l'exportation d'équipements sont plus larges et concernent également les équipements permettant de produire des puces moins avancées à des niveaux de miniaturisation inférieurs (entre 16nm et 45nm). Dites « puces matures », ces puces demeurent pourtant essentielles pour une variété d'applications industrielles. Ces puces matures continueront de concerner 75 % à 80 % des capacités mondiales de production de semi-conducteurs au cours des trois prochaines années [selon le Financial Times](#), et peuvent constituer pour les acteurs chinois de la production de puces un potentiel marché de substitution.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Energie : Renforcement de la coopération énergétique lors du Sommet Chine-Asie Centrale

Lors du **Sommet Chine-Asie centrale** qui s'est tenu à Xian (Shaanxi) du 18 au 19 mai 2023, en parallèle du G7 au Japon, la Chine et les pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan) ont convenu de soutenir l'établissement d'un **partenariat de développement**, allant de la construction d'infrastructures aux échanges commerciaux, en passant par l'énergie. Côté énergie, ont été évoqués le **développement des ressources pétrolières et gazières** en Asie centrale, la coopération à travers les **chaînes industrielles, l'énergie nucléaire et les énergies renouvelables**. Pour rappel, le 22e Sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai en septembre 2022 avait déjà été l'occasion de réaffirmer la coopération en matière énergétique de ces pays. Le Turkménistan est le premier fournisseur de gaz naturel par gazoduc de la Chine (57 %) et la construction de la quatrième phase de pipelines (Ligne D) devrait encore venir doubler les capacités d'importation d'ici 2030. L'intensification des échanges de gaz entre les deux pays avait été évoquée lors de la visite du président turkmène en Chine en janvier 2023 ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 9 janvier 2023](#)). Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont les 4^e et 5^e fournisseurs de gaz. Le gazoduc « Central Asia-China », qui serpente du Turkménistan au Xinjiang, en passant par l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, permet d'approvisionner 15 provinces chinoises, pour une capacité annuelle de 30 Mds m³.



Source : douanes chinoises

Gazoducs et oléoducs connectant l'Asie Centrale et la Chine

GAZODUCS					
	Nom	Provinces	Cap.	Source	Etat
Approvisionnement du Xinjiang et d'Asie Centrale	West-East Gas Pipeline 1 西气东输一线	Xinjiang – Shanghai (Gansu, Ningxia, Shaanxi, Shanxi, Henan, Anhui, Jiangsu, Shanghai)	17 Mds m ³ / an	Bassin du Tarim Gazoduc Kazakhstan – Chine y sera connecté à terme	En opération depuis 2005
	West-East Gas Pipeline 2 西气东输二线	Horgos – Guangdong (passe par 15 provinces)	30 Mds m ³ / an	Central Asia-China gas pipeline	En opération depuis 2009
	West-East Gas Pipeline 3 西气东输三线	Horgos - Fujian (Xinjiang, Gansu, Ningxia, Shaanxi, Hubei, Hunan, Jiangxi, Fujian, Guangdong)	30 Mds m ³ / an	Central Asia-China Gas Pipeline Bassin du Tarim	En opération (sections Ouest et Est) depuis 2014 En construction (section centrale)
	West-East Gas Pipeline 4 西气东输四线	Kuga (Xinjiang) - Ningxia	40 Mds m ³ /an	Turkménistan, Ouzbékistan Kazakhstan	En projet
	West-East Gas Pipeline 5 西气东输五线	Xinjiang- Ningxia Puis extension	30 Mds m ³ /an	Bassin du Tarim Asie Centrale	En projet
OLEODUCS					
Approvisionnement d'Asie Centrale	Kazakhstan-China oil pipeline	Kazakhstan – Xinjiang	17,6 Mt / an	Kazakhstan Sibérie	En operation depuis 2005
	Alashankou-Dushanzi Oil Pipeline	Kazakhstan – Karamay (Xinjiang) pour raffinerie de Dushanzi	200K barils / jour	Kazakhstan (connection à Kazakhstan-China oil pipeline)	En opération depuis 2005

	Western Crude Oil Pipeline	Urumqi – Gansu : Urumqi - Shanshan + Shanshan - Gansu	7 mtpa 20 mtpa	Bassin du Tarim et champ pétrolier de Tuha Kazakhstan (oléoduc Alashankou-Dushanzi)	En opération depuis 2007
--	--	---	-----------------------	--	--------------------------

Environnement : Nouvelles mesures sur l'interdiction de plastique à usage unique

Des mesures administratives ont été [publiées](#) par la NDRC et le MofCOM en mai 2023, concernant **l'interdiction de l'utilisation de produits plastiques jetables** dans les secteurs du **commerce de détail, de l'e-commerce, de l'hôtellerie et de la restauration** et comprenant une obligation de reporting tous les 6 mois auprès du bureau local du MofCOM. Ces mesures sont en réalité une mise en application du [Programme cadre sur le renforcement du contrôle de la pollution plastique](#) datant du 16 Janvier 2020 (NDRC, MEE) et du plan d'action quinquennal afférent de septembre 2021 ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 13 septembre 2021](#)), qui ont interdit une série de produits plastiques à usage unique à échéance 2020, 2022, 2025. [Selon ce programme](#), entre autres objectifs, les sacs en plastique à usage unique devront être interdits dans toutes les grandes villes à l'horizon 2025 et à l'échelle du pays en 2030, et l'utilisation de vaisselle jetable devrait diminuer de 30 % au niveau national en 2025. Un [catalogue de produits interdits](#) avait été établi en 2020 (NDRC, MEE, MIIT, MoHURD, MARA, MOFCOM). Pour rappel, la Chine est le plus gros producteur de plastique au monde (30 % de la production mondiale, env. 80 Mt/an), le plus gros consommateur également (20 %, env. 90 Mt), et un des plus gros pollueurs (20 %). Des négociations pour un traité international contre la pollution plastique débiteront le 29 mai à Paris.

Environnement : publication de six protocoles techniques sur le carbone bleu

Le ministère des Ressources naturelles (MNR) a récemment [publié](#) six protocoles techniques, régissant les méthodes et exigences techniques pour l'évaluation des stocks de carbone et la mesure des puits de carbone bleu concernant trois types d'écosystèmes, à savoir les mangroves, les marais salants côtiers et les herbiers marins. Cette série de protocoles a été élaborée à partir de la méthodologie recommandée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), d'autres normes internationales ainsi que d'expériences nationales. Les études pilotes sur les capacités du stockage de carbone et du puits de carbone bleu ont été lancées respectivement en 2021 et 2022 par le département de la surveillance et la prévention des risques maritimes du MNR. Pour rappel, la première [norme](#) générale sur le carbone bleu (la [méthodologie](#) de comptabilisation des puits de carbone marins) a été approuvée et publiée par le MNR en septembre dernier.

Véhicules électriques : les véhicules électriques émettent 40 % de moins de CO₂ que les véhicules thermiques en Chine ; le gouvernement souhaite étendre les ventes aux zones rurales

Une [étude](#) de PNAS Nexus sur la décarbonation des batteries de véhicules électriques (VE) en Chine montre que les émissions de CO₂ des VE chinois (sur le cycle de vie complet) s'améliorent rapidement, notamment grâce à l'efficacité des batteries : **les VE émettent 40 % d'émissions de moins que les véhicules thermiques** (en moyenne nationale en 2020). Les VE resteraient **moins polluants même dans les provinces dont l'électricité est fortement carbonée**. En outre, d'ici à 2030, leurs émissions devraient continuer à diminuer grâce à l'amélioration des batteries (développement des batteries nickel-cobalt-manganèse) et à la décarbonation du mix électrique chinois. Pour rappel, le transport représente 23 % des émissions de CO₂ de la Chine en 2019.

Par ailleurs, selon une annonce du premier ministre Li Qiang au début du mois, la Chine cherche maintenant à **étendre les ventes de VE aux marchés ruraux**, les ventes étant pour le moment très concentrées dans les centres urbains : Pékin, Shanghai, Canton et Shenzhen représentent à elles seules 1/4 des ventes tandis que le taux de pénétration rural est de 17 %. Cependant, ce projet d'extension du marché des VE aux territoires ruraux serait **peu rentable pour les entreprises privées** qui constituent 80 % des investissements du secteur à cause du faible revenu des populations rurales, et du manque de rentabilité des infrastructures de recharge au vu de la faible densité de population. [Le Quotidien du Peuple](#) (journal affilié au Parti) expose des idées pour dépasser ces difficultés : construction d'un réseau de recharge grâce à l'appui du gouvernement, soutien à l'achat des VE, innovations de la part des entreprises pour des VE adaptés aux usages ruraux.

Selon un [rapport récent de l'AIE](#), **la Chine est le plus gros marché de VE** au monde depuis 2016, 50 % des VE sur les routes sont en Chine. Les ventes de véhicules à énergies nouvelles (VEN)¹ ont atteint **7 M d'unités** en 2022, soit une augmentation en flèche de 90,5% par rapport à 2021, et représentant **60 % des ventes mondiales** (10 millions de VE vendus en tout dans le monde en 2022). 35 % des VE dans le monde et 16 % des VE en Europe proviennent de Chine. La Chine devrait rester le plus gros marché de VE en 2030, avec 40 % des ventes totales.

Transports : Les nouveaux véhicules devront être moins polluants à partir de juillet 2023

A partir du 1er juillet 2023, une norme d'émission plus stricte entrera en vigueur pour les nouveaux véhicules en Chine, selon une [annonce](#) du MEE, MIIT, MofCOM, GACC, SAMR.² La **nouvelle norme VI-B**, qui fait suite à la norme VI-A mise en œuvre en 2020, doit **réduire les émissions** de NOx de 42 %, les particules de 33 % et les émissions totales d'hydrocarbures (THC) et d'hydrocarbures non méthane (NMHC) de 50 % par rapport à VI-A. Ainsi, à partir de juillet, la production, l'importation et la vente de véhicules non conformes à la norme VI-B seront interdites. Tous les véhicules devront subir des tests d'émissions en conditions réelles et un délai de grâce de six mois sera accordé pour la vente de certains véhicules légers.

Retour au sommaire ([ici](#))

¹ Véhicules électriques, les véhicules hybrides et les véhicules à hydrogène.

² Ministère de l'Écologie et de l'Environnement (MEE), Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT), Ministère du Commerce (MofCOM), douanes (GACC), Administration générale de la régulation du marché (SAMR).

Actualités régionales

Shanghai : plan d'action 2023 pour le développement de l'économie numérique de la ville

Le 11 mai, la Commission municipale de l'économie et de l'information de Shanghai a publié un plan d'action 2023 pour encourager la transformation numérique de la ville. Le plan vise notamment à atteindre une valeur ajoutée de plus de 600 Mds CNY dans l'industrie de base de l'économie numérique. Pour ce faire, la ville compte améliorer son système de gouvernance numérique et ses installations urbaines, garantir la sécurité du réseau et des données, et développer une base numérique de la ville "selon le plan "1+1+N" dont l'objectif est de créer un jumeau numérique de Shanghai de la façon suivante : construction d'une ville digitale (1), construction d'une ville intelligente (1), construction de N systèmes numériques des services de la ville (N).

Source : [一图读懂 | 上海：今年推动数字经济核心产业增加值超六千亿元_浦江头条_澎湃新闻-The Paper](#)

Shanghai : plan d'action triennal pour l'industrie manufacturière avancée haut de gamme

Shanghai a publié un plan d'action triennal (2023-2025) pour promouvoir le développement de haute qualité de l'industrie manufacturière. Le plan est orienté vers la fabrication verte, intelligente et haut de gamme. Avec ce plan, Shanghai cherche à accélérer le développement de ses industries manufacturières avancées et la construction de pôles industriels de classe mondiale. Le plan cherche notamment à promouvoir l'intégration des chaînes industrielles en se concentrant sur le rôle moteur des grandes entreprises, mais aussi en encourageant les PME ainsi que les entreprises privées à se spécialiser dans une industrie spécifique.

Source : [解放日报](#)

Zhejiang : politique de promotion pour le développement de la biologie de synthèse à Hangzhou

Le 8 mai, la conférence sur l'innovation et le développement de la biologie de synthèse ainsi que le forum 2023 sur la vie et la santé de l'Institut de médecine de l'Académie chinoise des sciences (CAS) se sont tenus à Hangzhou. A l'occasion de ces deux événements, des politiques spéciales visant à promouvoir le développement de la biologie de synthèse à Hangzhou ont été publiées. Afin de promouvoir la construction d'un nouveau haut-lieu pour l'industrie biomédicale, quatre aspects seront développés : l'amélioration du niveau d'innovation en R&D, l'amélioration des normes d'innovation en R&D, le soutien à la transformation et au développement industriel et la création d'un écosystème innovant et entrepreneurial.

Source : [杭州日报](#)

Anhui: ouverture de la première conférence nationale sur le "dataspace" à Hefei

Le 14 mai, la première conférence nationale sur le « *dataspace* » a été lancée à Hefei, soulignant notamment le rôle de leader de la ville dans ce domaine. Six réalisations exceptionnelles ont été mises à l'honneur concernant le développement de systèmes intelligents pour la santé, la prise de décision, le partage et la protection des données et les infrastructures.

Hefei est citée en exemple sur ces sujets. Ainsi, l'Université de technologie de Hefei a mis au point un système intelligent de gestion de la santé et de prise de décision basé sur les données. Ce système intègre des équipements médicaux intelligents peu invasifs et capables de fournir une aide à la décision de haut niveau ainsi qu'un service de diagnostic et de traitement à distance pour les médecins et les patients. Le système aurait été appliqué à plus de 400 grands hôpitaux tertiaires et plus de 5 500 hôpitaux dans les associations médicales à travers la Chine.

Lors de la cérémonie, l'Institut de recherche sur l'espace des données du Centre national des sciences de Hefei a été officiellement inauguré. Cet institut, situé dans la zone centrale de la "KU Silicon Valley", se concentrera sur l'innovation pour la gestion, la protection et l'utilisation des données afin de "contribuer à la construction de la Chine numérique". À l'heure actuelle, l'institut aurait réuni un certain nombre de forces scientifiques mondiales de premier plan, notamment pour former les équipes chargées de la sécurité des algorithmes, de la protection des données privées, des big data dans le domaine de la santé et des applications de la science des données.

Dans le cadre du projet national "East Data and West Computing" (东数西算), qui met l'accent sur la construction de réseaux arithmétiques entre Pékin, Tianjin, Hebei, Yangtze River Delta, Chengdu et Chongqing, le Centre de calcul d'intelligence artificielle de Hefei a également été officiellement inauguré. Le projet devrait représenter un investissement d'environ 288 MCNY. Le projet, en tant que nouvelle infrastructure arithmétique, aidera la recherche scientifique et l'innovation de Hefei dans la reconnaissance vocale, la fabrication intelligente, la télédétection intelligente et la conduite autonome, l'écologie de l'intelligence artificielle. Cette infrastructure fournira des services informatiques d'intelligence artificielle inclusifs et crédibles pour la recherche scientifique, les services publics et les applications industrielles, et renforcera le soutien à la transformation numérique de l'économie, de la vie et de la gouvernance. Ces dernières années, Hefei a accéléré sa transformation digital en suivant le programme "Digital Hefei". L'année dernière, Hefei a été sélectionnée comme l'une des "Gigabit Cities" (千兆城市) en Chine et a construit un total de plus de 18 000 stations 5G (construites conjointement par Unicom et Telecom), avec une moyenne de 19,14 stations de base 5G pour 10 000 habitants.

Source : **Ahnews**

Shaanxi : entre transition et sécurité énergétique, Xi Jinping veut décarboner la province du Shaanxi, qui doit pourtant produire plus de charbon

Mercredi 17 mai, Xi Jinping a [appelé les dirigeants du Shaanxi](#) à verdir le mix énergétique de la province. En effet, le Shaanxi est l'une des quatre provinces majeures de production de charbon (avec le Shanxi, la Mongolie Intérieure, et le Xinjiang). En 2022, sa production de charbon a atteint 746 millions de tonnes, soit à peu près l'équivalent de celle de l'Inde, deuxième producteur mondial de charbon. La province est également le deuxième et le troisième producteur chinois de pétrole brut et de gaz naturel. Le Shaanxi a déjà réalisé d'importants progrès en matière de transition énergétique, notamment en tant que pôle de fabrication de technologies propres. Sa capacité installée d'énergies renouvelables était de plus de 30 GW en janvier 2022, soit 40 % de la capacité installée électrique de la province (15 GW de PV, 12 GW d'éolien, 4 GW d'hydroélectricité et 0,5 GW de biomasse). LONGi, le plus gros fabricant d'équipements d'énergies renouvelables au monde, a annoncé en janvier 2022 la construction d'une base de production d'équipements PV pour un investissement de 6,7 Mds USD (capacité de production de 100 GW de plaquettes de silicium et 50 GW de cellules solaires), qui devrait devenir la plus

importante au monde à sa mise en opération fin 2024. Cette intervention de Xi Jinping est cependant une illustration des **injonctions contradictoires que reçoivent les dirigeants locaux : accélérer la transition énergétique pour répondre aux objectifs climatiques, tout en augmentant la production de charbon pour renforcer la sécurité énergétique de la Chine.**

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Inflation: augmentation de 2,1 % en avril 2023 (g.a)

L'Institut du recensement et des statistiques hongkongais (C&SD) a publié ce lundi 22 mai les [chiffres](#) de l'indice des prix à la consommation ([IPC](#)) pour le mois d'avril 2023. Selon le C&SD, les prix à la consommation ont augmenté de 2,1 % en avril (g.a), soit une augmentation plus importante qu'en mars 2023 (1,7 %).

Finance : baisse des cours des actions cotées à Hong Kong en raison de la faiblesse de la reprise chinoise

Les actions cotées à Hong Kong ont baissé cette semaine, atteignant leur plus bas niveau en six mois, en raison des décevants résultats publiés par [Lenovo](#) et [Xpeng](#), et plus largement de la faible reprise économique en Chine. Les négociations en cours concernant le plafond de la dette des États-Unis ont également pesé sur le moral des investisseurs.

L'indice [Hang Seng](#) a ainsi reculé de 2,1 % pour s'établir à 18 720,60 points en fin de semaine, atteignant ainsi son niveau le plus bas depuis le 2 décembre. L'indice [Hang Seng Tech](#) a chuté de 2,5 % et [l'indice composite de Shanghai](#) de 0,7 %.

Macao

Tourisme : hausse du nombre de visiteurs de 274,7 % en avril (g.a.)

En avril, le nombre de visiteurs à Macao a augmenté de 274,7 % en g.a et de 16,2 % par rapport à mars 2023 avec 2 274 050 arrivées (dont 1 386 944 en provenance de Chine continentale). Les visites en provenance de Hong Kong continuent à rebondir en raison de la réouverture des frontières entre les deux RAS chinoises, avec 745 282 visiteurs (dont une proportion importante de Chine continentale ayant transité par Hong Kong) en avril, soit une multiplication par 10 en g.a.

Toutefois, au premier trimestre 2023, la dépense par visiteur a baissé de 13,9 % en g.a. pour atteindre 375 USD. Les visiteurs ont consacré 57,6 % de leurs dépenses au shopping (principalement les bijoux et montres, les produits cosmétiques et les produits alimentaires), suivi de l'hébergement (20,1 %) et de la restauration (17,4 %).

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Balance des paiements : au T1 2023, l'excédent du compte courant atteint son niveau le plus bas depuis le T2 2020

D'après la [dernière publication de la Banque centrale de Taïwan \(CBC\) sur la balance des paiements](#), l'excédent du compte courant s'est établi, au premier trimestre 2023, à 19 Mds USD (contre 31 Mds au T1 2022, soit en baisse de -39 %), atteignant son niveau le plus bas depuis le T2 2020 (21 Mds USD). Cette baisse est essentiellement entraînée par le commerce de biens et de service, dont l'excédent (10 Mds USD) diminue de -58 % par rapport au T1 2022 (25 Mds USD) avec l'affaiblissement des exportations (-19 %) et des importations (-10 %). Le commerce de services enregistre un déficit de -1,7 Md USD (-135 %), en raison de l'augmentation des dépenses de voyages à l'étranger, ainsi que de la baisse des recettes issues du retour à la normale des tarifs de fret cargo. Par ailleurs, les sorties nettes du compte financier diminuent également de plus de 60 % pour atteindre 12 Mds USD (niveau le plus faible depuis T1 2021) : les IDE enregistrent un solde négatif de -3,3 Mds USD avec une hausse des sorties (5,5 Mds USD) et des entrées (2,2 Mds USD) ; les mouvements sur les dérivés augmentent avec un solde de +0,5 Md USD. Les investissements en portefeuille affichent un solde négatif (-18 Mds USD), résultant des investissements des compagnies d'assurance taïwanaises dans les titres de créance (*Debt securities*) à l'étranger (26,3 Mds USD), on observe une progression des investissements étrangers dans les actifs taïwanais (*Equity*) (8,4 Mds USD). Les autres investissements, quant à eux, enregistrent un solde de 9,6 Mds USD fin mars dernier, principalement en raison du rapatriement vers l'île des dépôts des investisseurs taïwanais à l'étranger selon la CBC.

Relations avec les Etats-Unis : conclusion d'un accord dans le cadre de l'initiative 21st Century Trade

Les négociations entre l'Institut américain à Taiwan et le Bureau de représentation de Taipei aux Etats-Unis [ont abouti à un premier accord](#), dans le cadre de l'*U.S.-Taiwan Initiative on 21st Century Trade*. [Cet accord](#), qui devrait être signé dans les prochaines semaines, porte sur les douanes, les bonnes pratiques réglementaires, la régulation intérieure des services, la lutte contre la corruption ainsi que les petites et moyennes entreprises afin de faciliter les échanges bilatéraux. Il s'agit de l'accord commercial bilatéral le plus important entre les deux partis depuis 1979.

Investissements directs à l'étranger : les entreprises taïwanaises renforcent leur internationalisation tout en réduisant leurs investissements en Chine

La somme des investissements net à l'étranger des entreprises taïwanaises, exception faite des investissements à destination de la Chine, a représenté plus de 757,9 Mds TWD (22,85 Mds EUR) en 2022 [selon le *CommonWealth Magazine*](#), un montant record depuis cinq ans. Divers experts s'accordent à dire que cet intérêt accru pour l'internationalisation s'explique principalement par la réorganisation des chaînes de valeurs provoquée par les tensions sino-américaines et inter-détroit. De plus, les investissements de la Chine afin de développer sa propre industrie de semi-conducteurs causent une réduction des opportunités en Chine pour les entreprises taïwanaises spécialisées dans ce secteur. Le [dernier rapport de la commission de l'investissement](#) du ministère des affaires

économiques portant sur les quatre premiers mois de l'année 2023 révèle que si le montant de tous les investissements taiwanais à l'étranger a plus que doublé par rapport à la même période de l'année précédente, la part des investissements vers la Chine, qui ont diminué de plus de 178 MUSD, est passée de 32,58 % à 10,82

Fusion-acquisition : tendance à la hausse des fusions-acquisitions

Dans son [livre blanc sur les fusions-acquisitions à Taïwan en 2023](#), le cabinet PricewaterhouseCoopers (PWC) relève que les fusions-acquisitions de Taïwan présentent de meilleures perspectives qu'en 2022, 81 % des entreprises taiwanaises sondées se déclarant « prudemment optimistes » à cet égard pour les cinq prochaines années. Les tendances du secteur des fusions-acquisitions mettent en exergue un intérêt grandissant des entreprises taiwanaises pour leur développement [en Asie du Sud-Est, au Japon et aux Etats-Unis](#), considérées comme les trois destinations principales privilégiées, au détriment de la Chine qui devient moins attractive en raison de ses politiques sanitaires et de la réorganisation des chaînes de valeur. Les secteurs les plus ciblés pour les fusions-acquisitions à Taïwan sont ceux des composants électroniques (39 %), de la biotechnologie et du secteur médical (29 %) ainsi que des semi-conducteurs (28 %).

Electronique : les entreprises taiwanaises investissent au Mexique

Samuel GARCIA, gouverneur de l'État du Nuevo León, a annoncé récemment que le [groupe Quanta](#) allait y investir 1 Md USD, conduisant à la création de 2 500 emplois. Les médias ont fait le lien avec l'annonce en mars d'un investissement de 5 Mds USD à Monterrey, de TESLA, dont [Quanta est fournisseur](#), notamment sur des systèmes d'aide à la conduite avancés (ADAS) et d'unités de contrôle électronique (ECU). Le gouverneur a également annoncé des investissements de [Foxconn et Delta](#). Quanta a bien confirmé la volonté de poursuivre ses investissements au Mexique sans néanmoins commenter le montant évoqué par la presse. En dehors de la Chine et du Vietnam, le secteur de l'électronique taiwanais (Foxconn, Pegatron, Wistron, Inventech, et Compal) est déjà très présent au Mexique, notamment dans le secteur de l'électronique automobile et des serveurs. Cet afflux est sans doute encouragé en partie par le dispositif américain de [l'Inflation Reduction Act](#) qui conditionne notamment la provenance des composants VE depuis des pays avec lesquels les Etats-Unis ont un accord de libre-échange (le Mexique et le Canada).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :

Jean-Marc Fenet

Rédacteurs :

Thomas Carré, Thibault Alix, Jingxia Yang, Hao Pan, Baptiste Gosson-Brion, Furui Ren, Antoine Moisson, Marie-Pia Lebrun, Louis Ouvry, François Lemal, Julien Boudet, Laureen Calcat, Haowei Hu, Cyril de Mesmay, Li Wei, Philippe Baudry, Florian Surre, Emanuel Malz, Charlotte Lau, Alain Chouan, Odile Huang, Max Chang, Pascal Millard, Jingyu Wang, Maria Girard, Cao Hui, Ani Liu, Pierre Moussy, Camille Fourmeau, Cheng Chen, Pavlo Stergard, Julie Hervé Axel Demenet

Revu par :

Pour s'abonner :

laureen.calcat@dgtresor.gouv.fr